

Le Réseau Global Interreligieux condamne les lois anti-homosexuel-les au Nigéria et en Ouganda

Le 7 Janvier de cette année, le président du Nigeria Goodluck Ebele Jonathan, a agi sur un projet de loi répressif interdisant le mariage gay et criminalisant les gays et les lesbiennes dans son pays. La nouvelle loi criminalise également tous ceux qui défendent les droits de l'homme LGBTI au Nigéria. Peu de temps après, le 24 Février, le président ougandais Yoweri Museveni transforme en loi un projet législatif qui criminalise l'homosexualité et la sanctionne par la prison à vie.

Ces lois, à la fois au Nigeria et en Ouganda, découlent d'une législation qui existait déjà, en imposant des années de prison pour ceux qui entretiennent des relations avec des personnes du même sexe. A cette époque, les actes sexuels entre personnes du même sexe sont passibles de mort dans le nord de Nigéria, ce qui a provoqué une vague de violence contre les personnes LGBTI ; beaucoup ont perdu leurs maisons, leurs emplois et craignent constamment pour leur vie.

Dimanche 9 Février, divers médias ont rapporté des arrestations massives. Le New York Times a rapporté qu'un tribunal, de l'Etat nigérian de Bauchi, a ordonné des flagellations publiques contre un homme qui a été reconnu coupable d'avoir des relations sexuelles avec un autre homme.

Naome Ruzindana, un ougandais défenseur des droits humains qui vit actuellement en Suède, mais qui est très impliqué dans la lutte pour les droits de l'homme dans son pays, a déclaré : « Les déclarations de Museveni sont très contradictoires, il a dit une fois qu'en Ouganda, il y avait des homosexuels, à un autre moment il dit que le seul problème était l'affichage public de la sexualité qui ne serait pas une tradition africaine. Ce qui signifie la reconnaissance de son existence, mais son seul problème étant que l'aspect public de ces relations ».

Le 30 Janvier, une vidéo de deux hommes, forcés à avoir des relations sexuelles l'un avec l'autre publiquement, s'est propagée rapidement au Nigeria. La vidéo montre un groupe de personnes se moquant et abusant de victimes qui ont été forcés à des actes sexuels si dégradantes et humiliantes. « Impressionnant ... de nombreux Nigériens ignorent encore toutes les implications et la portée de la loi anti-gay qui criminalise tout le monde pour n'importe quoi », a déclaré Dorothy AkenOva, porte-parole de la Coalition pour la défense des droits sexuels au Nigeria. Elle poursuit: « Notre succès dans l'abrogation de cette loi ou

son désactivation repose sur l'édification d'alliances et l'éducation de masse sur le contenu du projet de loi lui-même ».

Le 24 Février, le journal ougandais Red Pepper a publié les noms et photographies de 200 gays et lesbiennes présumés, ce qui suscite encore plus de violence et d'emprisonnement couverts par la nouvelle loi. « C'est absolument dégoûtant », a déclaré Stosh Nate Jovan un réfugié ougandais. La loi non seulement viole la garantie constitutionnelle du droit à la libre association au Nigeria et en Ouganda, elle viole également de nombreux traités internationaux ratifiés par les deux pays.

Le Commissaire aux droits de l'homme, Navi Pillay, de l'Organisation des Nations Unies a déclaré à propos de la loi qui suit : « J'ai rarement vu un projet de loi qui en quelques paragraphes viole directement de nombreux droits fondamentaux et universels », ajoutant : « Cette loi ignore les droits à la vie privée et à la non-discrimination, les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion, le droit à la liberté et à ne pas être arbitrairement arrêté ou détenu ».

Le Réseau Global Interreligieux condamne fermement les lois discriminatoires et antidémocratiques. Nous demandons instamment au Nigéria et à l'Ouganda de s'acquitter de leurs obligations en vertu du droit international et des droits humains. Nous croyons que, en aucun cas une croyance religieuse particulière ne peut justifier ou défendre l'aliénation et la violence que cette loi encourage contre les personnes en raison de leur orientation sexuelle.

Genève fait pression sur les gouvernements du Nigeria et de l'Ouganda pour :

- Veiller à ce que les droits humains des personnes LGBTI et les défenseurs des droits de l'homme ne soient plus violés.
- Rejeter et abroger les lois discriminatoires et éliminer toutes les lois discriminatoires vis-à-vis de l'orientation sexuelle, de l'identité sexuelle et de l'expression.
- Prendre des mesures pour reconnaître la santé, la sécurité et les droits de toutes les minorités.

Signé,

Le Réseau Global Interreligieux

Notre vision est celle d'un monde où la dignité, la foi, la spiritualité et les droits des personnes de toutes orientations sexuelles, de toutes identités de genre et de toutes expressions sont honorés, défendus et protégés.

CONTACT

GIN.Communications@gmail.com